

GROUPE DE TRAVAIL DU 6 AVRIL 2017 : AGENTS ET USAGERS AU SECOND PLAN !!!

L'accueil sur RV

campagne IR

L'accueil MELUN

La DDFIP 77 a convié les organisations syndicales le 6 avril pour évoquer les sujets relatifs à l'accueil. Programmée pourtant depuis 3 mois, cette réunion devait enfin nous informer sur les différents points prévus (cf ci-dessus). Solidaires Finances Publiques 77 s'y est rendu avec l'espoir d'avoir enfin quelques informations mais également pour rappeler nos revendications sur le service public et pour les agents.

L'administration est restée muette sur les informations... ... et sourde à nos revendications

LA DDFIP 77 TUE LE DIALOGUE SOCIAL

Invité par la DDFIP, Solidaires Finances Publique s'attendait quand même à quelques informations lors de cette réunion. Cela n'a pas été le cas et c'est avec mépris et condescendance que les syndicats ont été traités.

Sur la forme d'abord : aucun document ne nous a été adressé au préalable et c'est en séance que nous avons découvert un 1^{er} bilan de l'accueil sur RV à CHELLES et des statistiques (sans légende) de la campagne IR 2016. Rien sur l'organisation de l'accueil de MELUN. **Cette absence est une volonté d'éviter tout débat contradictoire !!!**

Sur le fond ensuite : l'administration ne nous a rien appris de plus que ce que nous savions déjà. Aucune information sur les sites qui adopteraient l'accueil sur RV, rien sur la future campagne IR malgré le Prélèvement à la Source (PAS) ou l'obligation de télédéclarer (pour les contribuables ayant un revenu de référence de 28 000 €), et aucune perspective présentée pour l'accueil de MELUN malgré la réunion du 1^{er} décembre qui a fait suite à la forte mobilisation des agents le 14 et 15 novembre. **Nous inviter pour ne rien nous dire, n'est-ce pas une marque de mépris ?**

Enfin, Solidaires Finances Publiques s'est heurté à une administration totalement fermée à nos revendications, y compris celles faisant partie des marges de manœuvre de la DDFIP 77.

**Ce n'est pas Solidaires Finances Publiques 77 qui refuse le dialogue.
C'est la DDFIP qui le tue !**

**POUR SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES
SEULE LA MOBILISATION PAIE**

**Durant toute la campagne d'impôts sur le revenu
Solidaires Finances Publiques 77 sillonnera tout le département.**

RASSEMBLONS-NOUS

**de 8h30 à 9h30 le matin ou de 13h00 à 14h00 l'après midi
sur votre site.**

Suite de la réunion au verso...

POINT A L'ORDRE DU JOUR : « LES AGENTS SAURONT FAIRE »

● L'accueil sur RV : au choix des chefs de poste, pas des agents !!

Fortement conseillé par la Centrale, l'Administration attend beaucoup de cette nouvelle organisation. S'appuyant sur le 1^{er} bilan (CHELLES) réalisé de janvier à mars, elle précise le peu d'usagers reçus en accueil spécialisé, le document remis en séance faisant état de 5 tickets distribués en 2017... contre 617 (!!)

dans la même période en 2016. A ce jour, seuls CHELLES, LAGNY et MELUN seraient concernés, dicit la DDFIP. Il semblerait cependant que **Solidaires Finances Publiques** soit mieux informé puisqu'il a connaissance, à ce jour de sites autres que ceux cités, qui adopteraient cette nouvelle forme d'organisation.

Étonnant que la DDFIP n'en soit pas informée : de qui se moque-t-on ???

Au-delà, l'accueil sur RV, qui pourrait être une amélioration pour les usagers, constitue dans l'état actuel de nos moyens, un problème supplémentaire sur les sites. **Solidaires Finances Publiques en est même à réclamer la création de poste pour devenir gestionnaire de planning !!** Il a ajouté que l'accueil généraliste ne diminuera pas avec l'accueil sur RV et ce sont les agents qui seront toujours confrontés aux nombreux contribuables, par ailleurs de plus en plus difficiles.

Pour répondre à Solidaires Finances Publiques 77, l'administration a précisé que l'accueil sur RV n'est imposé sur aucun des sites (sauf à LAGNY).

Solidaires Finances Publiques invite donc les agents à ne pas se laisser faire !!!

● L'accueil à MELUN : eeeeeuuuhhhh.....

L'administration n'avait pas grand chose à nous dire hormis le fait que l'ergonome du Ministère, demandé par **Solidaires Finances Publiques** lors de la réunion du 1^{er} décembre, allait intervenir courant juin. Son rapport est attendu au plus tôt en automne. Au-delà, rien de nouveau et l'accueil se dépatouille comme il peut avec les moyens insuffisants dont il dispose. **En bref, DEBROUILLEZ-VOUS !!!**

Solidaires Finances Publiques a rappelé brièvement l'historique (ou plutôt l'arlésienne) de cet accueil : un accueil dédié imposé sans moyen suffisant. Les conditions de travail sont telles que peu d'agents y demeurent longtemps, y compris le cadre « manager ». **Solidaires Finances Publiques** a donc demandé une véritable politique incitative, ce à quoi l'administration ne peut répondre. *Un délégué de la CFTC a même demandé que soit imposé aux agents un minimum de temps à l'accueil (au-delà d'un an !!!), ce à quoi l'administration a répondu que des règles de gestion existait. Ouf !!!!*

Heureusement que la DDFIP bénéficie d'agents du Service Civique, payés pas cher, pour renforcer les sites cela équivaut à 8 agents Services Civiques à l'année avec des missions de 6 mois par agent.

● Campagne IR : « LES AGENTS SAURONT FAIRE FACE... »

Un bref bilan de l'année passée pour que l'administration évoque une baisse globale de l'accueil physique pendant la campagne 2016, campagne mieux « digérée » à leurs yeux. Quant à l'avenir...

Solidaires Finances Publiques a rappelé que cette nouvelle campagne s'ouvre sous les pires auspices avec l'obligation pour les déclarants (revenus de référence à 28 000 €), moins de personnels, l'accueil sur rendez-vous, l'assistance à la télédéclaration, le PAS qui fait l'objet d'une campagne de presse nationale, Il a demandé que la note locale (attribution d'un crédit de 30 minutes par journée d'accueil) liée aux conditions de travail à l'accueil soit activée, ce que l'administration refuse. **Comme quoi, vos conditions de travail, pourtant pires qu'hier, ne constituent pas une préoccupation pour la DDFIP !**

En marge de cette réunion, Solidaires a également demandé que la liste des bénéficiaires de la prime accueil soit portée à la connaissance des agents du SIP. Le cadrage national ne souffrant à priori d'aucune interprétation, la transparence sur ce sujet éviterait de nombreux bruits de couloir.... **Mais c'est par un NON que l'administration nous a répondu, préférant maintenir toute l'opacité sur ce sujet. Peut-être pas un hasard dans la perspective du RIFSEEP !**

**POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL,
NE COMPTONS QUE SUR NOUS !**